

<https://www.pressegauche.org/DECLARATION-DE-LA-CONCERTATION-POUR-HAITI-CPH>



Déclaration de la Concertation pour Haïti (CPH)

- International - Amérique latine -



Date de mise en ligne : lundi 21 octobre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La Concertation pour Haïti (CPH) salue la « Déclaration commune pour un gouvernement de sauvetage national » faite le 10 octobre dernier par plus d'une centaine d'organisations syndicales, paysannes, patronales, étudiantes, religieuses, de défense des droits humains, et de la société civile haïtienne[1].

Ces organisations proposent la mise en place d'une structure d'interface pour faciliter, dans un délai d'un mois, 1) une entente politique de transition entre les forces sociales et politiques du pays engagées pour le changement, 2) Le départ ordonné du Président Jovenel Moïse, 3) les conditions de retrait de tous les parlementaires de la 50e législature, 4) la mise en place d'une structure citoyenne de contrôle de l'action gouvernementale. Les sept membres de cette structure sont tous issus de la société civile et travailleraient bénévolement.

Depuis juillet 2018, Haïti a été paralysée par cinq grèves générales d'au moins une semaine. Cette fois, le pays est littéralement bloqué depuis la mi-septembre. La population est écoeurée par la corruption qui s'étale au grand jour, la dégradation accélérée des conditions socio-économiques, plongeant la grande majorité dans des conditions de vie infrahumaines et l'impunité totale qui sévit. L'absence de réponse aux revendications de la population depuis plus d'un an montre bien que le pays n'est plus gouverné et que les institutions publiques ne fonctionnent plus. La principale réaction du pouvoir en place a été la répression, directement ou par l'intermédiaire de bandes armées.

Dans ce contexte, ce qui est revendiqué aujourd'hui par ce mouvement, initié et largement porté par la société civile, ce n'est pas uniquement le départ des dirigeants actuels, y compris les parlementaires. Ce qui est revendiqué, c'est un changement profond du système politique, économique et judiciaire qui a conduit ce pays au désastre. Ce changement profond passe par un gouvernement de transition, un gouvernement de sauvetage national justement, pour baliser la nouvelle orientation que devra prendre le pays, afin d'assurer une vie digne à tous.

Haïti est à un moment charnière. Le gouvernement en place est décrié par l'écrasante majorité de la population. Quasiment tous les groupes de la société civile se sont prononcés pour le départ de Jovenel Moïse. Un regroupement de partis politiques a mis sur pied une Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti et a créé une Commission de facilitation de la transition. Cependant, le gouvernement en place semble bénéficier de l'appui sans réserve de la communauté internationale, au nom, on ne sait trop de quels intérêts ou de quels plans. Pourtant, la Charte des Nations Unies reconnaît le droit de chaque peuple à déterminer son régime politique. C'est l'exercice de ce choix libre et souverain qui permettra aux Haïtiens de vivre tankou moun.[2]

Nous invitons le Canada à faire le bon choix et à user de son influence au sein de la communauté internationale, pour appuyer cette option.

Mary Durran et Jean-Claude Icart

17 octobre 2019

Pour les membres de la Concertation pour Haïti :

Alternatives

Déclaration de la Concertation pour Haïti (CPH)

Amnistie internationale Canada francophone

Association québécoise des organismes de coopération internationale

Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke

Centre international de solidarité ouvrière

Centre justice et foi

Comité de solidarité de Trois-Rivières

Développement et Paix - Caritas Canada

Église Unie du Canada

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

SUCO

YMCA (Les) du Québec - Initiatives internationales